



Conseil économique et social

Distr. limitée
6 mars 2012
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-sixième session

27 février-9 mars 2012

Point 3 c) de l'ordre du jour

**Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session**

**extraordinaire de l'Assemblée générale, intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle » :
transversalisation de la problématique hommes-
femmes, situations et questions de programme**

Azerbaïdjan*, Bélarus, Géorgie et Turquie* : projet de résolution

Libération des femmes et des enfants pris en otage lors de conflits armés, y compris de ceux qui sont emprisonnés ultérieurement

La Commission de la condition de la femme,

S'inspirant des buts, des principes et des dispositions de la Charte des Nations Unies,

S'inspirant également des principes et des normes du droit international humanitaire, en particulier les Conventions de Genève du 12 août 1949¹, et les Protocoles additionnels de 1977 s'y rapportant², ainsi que des instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme, en particulier la Déclaration universelle des droits de l'homme³, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels⁴, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques⁴, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁵, la Convention relative aux droits de l'enfant⁶,

* Soumis conformément à l'article 69 du Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n^{os} 970 à 973.

² Ibid., vol. 1125, n^{os} 17512 et 17513.

³ Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale..

⁴ Voir résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.

⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1249, n^o 20378.

⁶ Ibid., vol. 1577, n^o 27531.



la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants⁷, et la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés le 25 juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme⁸,

Tenant dûment compte de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, adoptée par l'Assemblée générale le 20 décembre 2006 dans sa résolution 61/177,

Rappelant toutes ses résolutions précédentes sur la libération des femmes et des enfants pris en otage lors de conflits armés, y compris de ceux qui sont emprisonnés ultérieurement, ainsi que toutes les résolutions de la Commission des droits de l'homme sur la prise d'otages et la résolution 61/172 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 2006,

Reconnaissant que chacun a le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne et que la prise d'otages est une infraction qui préoccupe gravement la communauté internationale,

Rappelant les dispositions pertinentes des instruments du droit international humanitaire relatives à la protection de la population civile en tant que telle,

Réaffirmant la Déclaration et le Programme d'action de Beijing⁹, ainsi que les documents finals de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle »¹⁰ et de la session extraordinaire de l'Assemblée consacrée aux enfants, intitulée « Un monde digne des enfants »¹¹, y compris les dispositions relatives à la violence à l'égard des femmes et des enfants, et accueillant avec satisfaction l'examen et l'évaluation de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing 10 ans après, auxquels la Commission de la condition de la femme a procédé à sa quarante-neuvième session, et de la décision 64/530 de l'Assemblée générale relative à la célébration du quinzième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing,

Rappelant la résolution 57/337 de l'Assemblée générale, en date du 3 juillet 2003, sur la prévention des conflits armés, et les résolutions du Conseil de sécurité 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009 et 1960 (2010) du 16 décembre 2010 sur les femmes, la paix et la sécurité, ainsi que les résolutions du Conseil 1314 (2000) du 11 août 2000, 1379 (2001) du 20 novembre 2001, 1460 (2003) du 30 janvier 2003, 1539 (2004) du 22 avril 2004, 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009 et 1998 (2011) du 12 juillet 2011 sur les enfants et les conflits armés,

Constatant avec une vive préoccupation que des conflits armés se poursuivent dans de nombreuses régions du monde entier, provoquant des souffrances et des crises humanitaires,

⁷ Ibid., vol. 1465, n° 24841.

⁸ A/CONF.157/24 (Part I), chap. III.

⁹ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

¹⁰ Résolution de l'Assemblée générale S-23/2, annexe, et S-23/3, annexe.

¹¹ Résolution de l'Assemblée générale S-27/2, annexe.

Notant que les femmes et les enfants pris en otage lors de conflits armés, que ceux-ci soient internationaux ou non, y compris ceux qui sont emprisonnés ultérieurement, sont victimes de violations graves du droit international, notamment le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme, qui continuent d'avoir un effet négatif sur les efforts déployés pour mettre fin à ces conflits et causent des souffrances aux familles de ces femmes et de ces enfants, et soulignant, à cet égard, la nécessité d'examiner cette question d'un point de vue humanitaire, entre autres,

Soulignant que toutes les formes de violence dirigée, dans les zones de conflits armés, contre la population civile en tant que telle, y compris les prises d'otages de femmes et d'enfants, constituent de graves violations du droit international humanitaire, spécialement des Conventions de Genève du 12 août 1949,

Consciente que les États qui sont parties à un conflit armé ont la responsabilité de ne pas prendre en otage et emprisonner par la suite des femmes et des enfants lors de conflits armés et de veiller à ce que ceux qui auront la responsabilité de l'application des mécanismes, politiques et lois visant à les protéger aient à répondre de leurs actes, en gardant à l'esprit que toutes les parties au conflit doivent s'abstenir de prendre des otages,

Constatant avec préoccupation que, en dépit des efforts de la communauté internationale, des actes de prise d'otages, sous différentes formes et manifestations, y compris ceux qui sont le fait de terroristes et de groupes armés, continuent de se produire et sont même en recrudescence dans de nombreuses régions du monde,

Considérant que la prise d'otages appelle de la part de la communauté internationale, agissant en conformité avec le droit international humanitaire et avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme, des efforts résolus, vigoureux et concertés pour que cessent des pratiques aussi odieuses,

Exprimant sa profonde conviction que la libération rapide et inconditionnelle des femmes et des enfants pris en otage dans les zones de conflits armés facilitera la réalisation des nobles objectifs énoncés dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, ainsi que dans les documents finals de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale et dans le document final de la session extraordinaire de l'Assemblée consacrée aux enfants, intitulée « Un monde digne des enfants », y compris les dispositions concernant la violence à l'égard des femmes et des enfants,

1. *Réaffirme* que la prise d'otages, en quelque lieu qu'elle se produise et quel qu'en soit l'auteur, est un acte illégal qui tend à la négation des droits de l'homme et ne saurait en aucun cas se justifier;

2. *Condamne* tous les actes de violence dirigés contre la population civile en tant que telle, en violation du droit international humanitaire, dans les situations de conflit armé, et demande que le nécessaire soit fait en pareils cas, en particulier la libération immédiate des femmes et des enfants pris en otage en période de conflit armé, y compris de ceux qui sont emprisonnés ultérieurement, notamment par le renforcement de la coopération internationale dans ce domaine;

3. *Condamne également* les conséquences de la prise d'otages, en particulier la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, l'assassinat, le viol, l'esclavage et la traite des femmes et des enfants;

4. *Engage* les États parties à un conflit armé à prendre dans les meilleurs délais toutes les mesures nécessaires pour établir l'identité des femmes et des enfants pris en otage lors de conflits armés, y compris de ceux qui sont emprisonnés ultérieurement, d'enquêter sur leur sort et de déterminer l'endroit où ils se trouvent et dans toute la mesure possible, de fournir à leur famille, par les voies appropriées, tous renseignements en leur possession à ce sujet;

5. *Invite* à cet égard les États à adopter une approche globale, faisant appel à toutes les mesures juridiques et pratiques et tous les mécanismes de coordination appropriés;

6. *Est consciente* qu'il est nécessaire de recueillir, de protéger et de gérer des données sur les femmes et les enfants pris en otage lors de conflits armés, y compris de ceux qui sont emprisonnés ultérieurement, conformément aux règles et normes juridiques internationales et nationales, et prie instamment les États de coopérer entre eux et avec d'autres acteurs appropriés travaillant dans ce domaine, notamment en leur fournissant toutes les informations pertinentes et appropriées;

7. *Demande instamment* à toutes les parties aux conflits armés de respecter scrupuleusement les normes du droit international humanitaire, de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection de la population civile en tant que telle, notamment pour prévenir et combattre les prises d'otages;

8. *Presse* toutes les parties aux conflits armés de faire en sorte qu'une assistance humanitaire puisse être acheminée en toute sécurité et sans entrave à ces femmes et enfants, conformément au droit international humanitaire;

9. *Engage* toutes les parties à un conflit armé à coopérer pleinement avec le Comité international de la Croix-Rouge pour déterminer le sort des femmes et des enfants pris en otage, y compris ceux qui sont emprisonnés ultérieurement, et établir l'endroit où ils se trouvent;

10. *Souligne* la nécessité de mettre fin à l'impunité et la responsabilité qui incombe à tous les États de poursuivre ou de traduire en justice conformément au droit international les auteurs de crimes de guerre, y compris la prise d'otages;

11. *Souligne également* que la question de la libération des femmes et des enfants pris en otage lors de conflits armés, y compris de ceux qui sont emprisonnés ultérieurement, doit également être considérée comme faisant partie intégrante des processus de paix, dans le cadre des mécanismes d'administration de la justice et de promotion de l'état de droit, conformément aux principes de transparence, de responsabilité et de participation de la population;

12. *Souligne en outre* qu'il importe, pour faciliter la libération des otages, de disposer à leur sujet de données objectives, responsables et impartiales, y compris de données ventilées par sexe et par âge ayant fait l'objet d'une analyse améliorée et largement diffusée, qui peuvent être vérifiées par les organisations internationales compétentes, et demande l'assistance de ces organisations à cet égard;

13. *Prie* le Secrétaire général de veiller, dans le contexte de la présente résolution, à ce que les éléments d'information pertinents, concernant en particulier la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, soient diffusés le plus largement possible, dans la limite des ressources disponibles;

14. *Prie également* le Secrétaire général et toutes les organisations internationales compétentes de faire tout ce qui est en leur pouvoir, en usant de tous les moyens à leur disposition, pour faciliter la libération immédiate des femmes et enfants civils qui ont été pris en otage, y compris de ceux qui sont emprisonnés ultérieurement;

15. *Invite* les rapporteurs spéciaux dans le cadre de leurs mandats respectifs, ainsi que la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, à continuer d'examiner la question des femmes et des enfants pris en otage en période de conflit armé, y compris ceux qui sont emprisonnés ultérieurement, ainsi que ses conséquences;

16. *Prie* le Secrétaire général de lui soumettre, à sa cinquante-huitième session, un rapport tenant compte des éléments d'information fournis par les États et les organisations internationales compétentes, sur la mise en œuvre de la présente résolution et comprenant notamment des recommandations pratiques pertinentes;

17. *Décide* d'examiner la question à sa cinquante-huitième session.
